

Zemmour à 63% chez les sympathisants LR prépare les législatives !

écrit par Christine Tasin | 13 octobre 2021



Quelle efficacité ! Sans moyens, avec juste la détermination d'un patriote et la volonté de millions de Français qui se sont déjà engagés dans les équipes Zemmour, partout en France, qui gonflent, gonflent...

Le questionnaire qui montre que les militants LR préfèrent...

Zemmour

[Paul Laubacher](#)

12 octobre 2021 à 12h45

Le collectif Droite pour la France a demandé à 10 000 adhérents et sympathisants LR qui serait le meilleur candidat pour la droite. Sur 1396 répondants, 64% ont désigné... Eric Zemmour, dont le nom ne sera pas soumis au congrès des Républicains le 4 décembre

Ce n'est pas un vrai sondage. L'échantillon qui a répondu n'est pas représentatif. Mais ses résultats intrigueront. Un collectif constitué de membres des Républicains, [baptisé Droite pour la France](#), a envoyé lundi 4 octobre un questionnaire aux abonnés (10 000 selon eux) de sa lettre d'information. La seule question posée : « Quel candidat pour la droite en 2022 ? »

Ce questionnaire, très confidentiel, a circulé dans un petit cercle de militants de droite. Les initiateurs de cette enquête souhaitaient avant tout que seul les sympathisants de droite y répondent afin d'éviter toute influence extérieure. Au total, 1 396 personnes l'ont retourné. Parmi elles, 34,6 % assurent être adhérents LR, 25,5 % anciens adhérents, 35,2 % sympathisants de droite.

Les résultats, que l'Opinion a pu obtenir, sont sans appel. Pour 64,11 % des répondants, le meilleur candidat de la droite devrait être... Eric Zemmour, l'ancien journaliste du *Figaro* [qui n'est pas encore candidat](#), mais presque, et [qui travaille déjà sur les législatives de 2022](#). Ensuite, c'est Michel Barnier qui recueille l'approbation de 16,98 % des personnes interrogées. Xavier Bertrand, [qui a décidé d'aller au congrès LR](#) après cette consultation, et Valérie Pécresse récoltent tous les deux 3,51 %. Eric Ciotti, lui, obtient 2,51 % de réponses favorables.

Le collectif Droite pour la France, dont les fondateurs sont Thomas Zlowodzki, conseiller national LR et conseiller municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, et Romain Bonnet, ancien président de la fédération LR de la Vienne, se définit comme « LR non Macron-compatible ». En mai dernier, il avait

envoyé une lettre ouverte au président des Républicains, Christian Jacob, pour dénoncer d'éventuelles « alliances de LR avec LREM aux régionales et départementales », qui avait recueilli 7 500 signatures.

« Le collectif Droite pour la France vous propose de participer à la seule consultation comprenant à la fois Eric Zemmour et les candidats déclarés ou probables à la primaire fermée des Républicains », écrivaient les responsables du collectif en introduction de leur questionnaire. Clairement, leur objectif était de mesurer la popularité du journaliste auprès de la base militante LR, très à droite. Ils ont leur réponse.

<https://www.lopinion.fr/edition/politique/questionnaire-qui-montre-que-militants-lr-preferent-zemmour-256530>

Selon nos informations, l'équipe de l'essayiste de la droite radicale prépare activement les élections législatives de 2022. L'enjeu, la création d'un parti politique et les financements publics.

Eric Zemmour n'est toujours pas officiellement candidat à l'élection présidentielle. Mais selon nos informations, son équipe prépare activement une autre campagne électorale qui commencera dès le 25 avril, au lendemain du second tour de la présidentielle : les élections législatives de 2022.

Voilà une étape cruciale qui permettra de structurer et financer la future formation politique d'Eric Zemmour. C'est aussi une preuve de plus que l'ex-journaliste du *Figaro* n'a jamais considéré son aventure élyséenne comme un aller-retour, mais plutôt comme un aller sans retour.

« Bien sûr que l'on veut des circonscriptions ! », s'est écriée il y a quelques jours Sarah Knafo, conseillère spéciale du polémiste et aujourd'hui de facto sa directrice de campagne, en réponse à une personne qui l'interrogeait sur ce sujet. La stratégie de l'essayiste de la droite radicale tient en trois mots. C'est l'union des droites – le rêve de la droite « hors les murs » depuis des années, et jusqu'à présent une chimère.

La règle des trois tiers. Un proche évoque la règle des trois tiers pour cette future campagne législative : « Un tiers Les

Républicains (LR), un tiers Rassemblement national (RN, ex-Front national), un tiers droite hors les murs et de nouveaux profils ». « On veut vraiment l'union des droites pour cette campagne-là », confirme un autre membre de son entourage, quand le candidat putatif clame sur les plateaux qu'il est le RPR réincarné.

Sa campagne solitaire, sans formation politique et sans alliés, offre [de nombreux angles d'attaque](#) à ses adversaires. Fin septembre, lors d'une réunion stratégique, Marine Le Pen s'est demandé devant des proches : « Pourquoi on n'attaque pas Zemmour sur le fait qu'il n'a rien de prévu pour les législatives ? Où sont ses candidats ? »

Pour Eric Zemmour, l'enjeu est crucial. Il s'agit tout simplement de créer ex nihilo un parti politique qui offrira une étiquette aux candidats qui porteront la bannière du candidat-journaliste. Mais plusieurs questions stratégiques se posent au sein de l'équipe de campagne.

« Quand est-ce que l'on doit commencer à investir des candidats ?, se demande un membre de la campagne. Cette question est essentielle, parce que pour investir des candidats, il faut un parti. Notre force, c'est qu'Eric Zemmour fait une campagne sans parti politique et c'est un de ses moteurs dans les sondages. Il est en train de les tuer. Il ne faut donc pas que l'on crée une formation qui ressemblera au RN ou à LR, sinon on est foutus. »

« Qui et comment ? » Quand des membres de l'équipe prônent la création, très rapidement, d'une formation pour accueillir les potentiels transfuges du RN et de LR, certains sont partisans d'une naissance tardive, par exemple au lendemain de la présidentielle, du parti politique tant attendu.

Pourquoi si tard ? « Parce qu'il faut que l'on réponde à ces questions : qui investir et comment choisir ? », concède un proche d'Eric Zemmour. « Une des idées pour les investitures, c'est de voir qui seront les meilleurs pendant la campagne, qui militera le plus et le mieux », explique un transfuge LR. Un autre membre de la campagne assure : « Une chose est sûre, on sera un parti de militants. Et les premiers qui nous rejoignent seront les mieux récompensés ». Dans le viseur de l'équipe du journaliste : des présidents de fédérations LR, des chefs d'exécutifs locaux de droite, des conseillers municipaux.

Selon nos informations, [le président de VIA \(ex-PCD\), Jean-Frédéric Poisson](#), serait pressenti pour prendre la tête d'une commission d'investissement, ou tout du moins en faire partie. L'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre de 2016 ne s'est pas encore officiellement retiré de la course à la présidentielle, mais les contacts avec l'équipe d'Eric Zemmour sont très nombreux. « Il a un bon profil pour faire l'union des droites », soutient un intime du polémiste. Jean-Frédéric Poisson n'a pas répondu à nos sollicitations.

Ce n'est pas tout : l'Association les amis d'Eric Zemmour a commencé à se structurer localement en se calquant sur la carte des circonscriptions. Génération Z, le réseau de jeunes militants, continue, lui, de s'organiser par département. Eric Zemmour a déjà au moins un candidat à l'investissement : c'est Antoine Diers, son porte-parole, ancien candidat UMP à Dunkerque en 2014. L'homme vise la 13^e circonscription du Nord. <https://www.lopinion.fr/edition/politique/plan-d-eric-zemmour-legislatives-2022-256305>